

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1926.

Projet de loi portant approbation des projets de Conventions élaborées à Genève par la Conférence internationale du Travail et concernant respectivement l'emploi de la céruse dans la peinture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis à notre approbation et qui a reçu l'adhésion des diverses Sections de la Chambre, a pour objet d'autoriser le Gouvernement à ratifier les trois Conventions adoptées à Genève, en 1921, par la Conférence internationale du Travail. Il ne sera pas inutile de commenter brièvement ici la portée de chacune de ces Conventions :

La première d'entre elles concerne l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture et son objectif est le suivant :

1° Interdiction de l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture *intérieure* des bâtiments. On en excepte, cependant, et sous des garanties déterminées, certains travaux de peinture intérieure pour lesquels l'emploi des pigments blancs de plomb serait déclaré nécessaire par les autorités compétentes. On fait aussi exception pour la peinture décorative et quelques travaux de parachèvement ;

2° L'emploi de la céruse et du sulfate de plomb est permis pour les travaux de peinture à l'*extérieur* moyennant une réglementation dont les éléments principaux sont : a) l'emploi exclusif des pigments de plomb sous forme de pâte ou de teintes préparées ; b) prescription de mesures en vue d'écarter le danger du ponçage et du grattage à sec, ainsi que celui de l'application de la

(1) Projet de loi n° 126. (Session extraordinaire, 1925.)

(2) La Section centrale présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Heyman, Melckmans, Dierkens, Boens, Mampaey et Delvigne.

peinture par pulvérisation; c) la mise en vigueur d'une série de dispositions concernant l'hygiène corporelle des ouvriers peintres; d) le dépistage médical des cas de saturnisme parmi les peintres.

Cette Convention a été ratifiée jusqu'ici par dix États, savoir : l'Autriche, la Bulgarie, le Chili, l'Espagne, l'Esthonie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Suède et la Tchéco-Slovaquie.

En outre, sa ratification est proposée par l'autorité compétente des États suivants : Allemagne, Cuba, Danemark, France et Italie.

En Belgique, au cours de la séance du 31 juillet 1923, fut déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi relatif à l'emploi de la céruse et des autres pigments blancs de plomb; ce projet fut voté par cette Assemblée en séance du 25 novembre 1925. La Chambre, de son côté, vient de l'approuver.

Cette loi au sujet de laquelle une enquête complémentaire fut prescrite par M. le Ministre Moyersoen, cadre bien avec le projet de Convention adopté à Genève, en 1921, et va même au delà des prescriptions de cette Convention en interdisant la vente aux particuliers de toute couleur contenant du plomb.

Dans ces conditions, tout milite en faveur de la ratification de la Convention qui nous est soumise.

* *

La seconde Convention consacre le droit d'association et de coalition des travailleurs agricoles.

L'article 20 de notre Constitution reconnaît à tous les Belges le droit de s'associer et stipule que ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive. Ajoutons que son exercice n'est limité que par les dispositions du Code pénal (art. 322 à 326) qui visent les associations établies dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés.

Ces réserves faites, tous les travailleurs belges jouissent de la plénitude du droit d'association, quelle que soit la branche d'activité à laquelle ils s'adonnent, aussi bien les ouvriers de l'agriculture que ceux de l'industrie.

En outre, la loi du 24 mai 1921 sur la liberté syndicale a organisé et protégé l'exercice de cette liberté constitutionnelle. Elle déclare, dans son article 1^{er}, que :

« La liberté d'association dans tous les domaines est garantie. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association ou de ne pas en faire partie. »

Dès lors, la Convention qui nous est soumise ne fait que reconnaître une situation de fait existant en Belgique et, par conséquent, son vote n'entraînera aucune mesure législative ou réglementaire pour son exécution.

* *

Le projet de loi soumet, d'autre part, à notre approbation deux Conventions d'ordre maritime.

Il convient de rappeler que la Conférence internationale du Travail, réunie à Gènes en 1920, pour délibérer spécialement sur les conditions de travail à bord des navires, avait arrêté les termes des trois premières Conventions adoptées en vue d'améliorer le sort des gens de mer : l'une était relative au placement du marin, la deuxième instituait une indemnité de chômage en faveur des équipages des navires naufragés et la troisième constituait une mesure de sauvegarde pour la santé physique et morale des jeunes marins : elle fixait à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

Ces trois Conventions furent ratifiées par notre loi du 6 septembre 1924, avec les réserves qu'attachait à chacune d'elles la Conférence internationale elle-même. Il fut convenu notamment que l'âge minimum de 14 ans ne serait appliqué ni aux enfants qui naviguent et travaillent à bord d'un navire avec leur famille, ni aux jeunes gens des navires-écoles, pourvu que le travail y fut soumis à la surveillance de l'autorité publique.

Les deux Conventions qui nous sont soumises aujourd'hui se présentent comme le complément de la troisième Convention de Gènes : elles répondent au même souci de protection du jeune marin. La première, élève jusqu'à 18 ans l'âge minimum d'enrôlement en qualité de chauffeur ou de soutier ; la seconde, rend obligatoire la visite médicale périodique de tout marin qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans.

Il est superflu d'apporter ici la justification de ces deux règles nouvelles. Chacun sait l'épuisement que cause un travail pénible par lui-même, exécuté dans une atmosphère particulièrement surchauffée et combien il serait pernicieux d'y astreindre des adolescents qui n'ont pas encore atteint leur plein développement physique. Même le travail des marins ordinaires attachés au service du pont des navires peut être préjudiciable à la santé des jeunes gens dont la croissance n'est pas achevée. Aussi, la limite d'âge spéciale pour le travail dans les soutes et chaufferies et l'institution de la visite médicale de tout marin de moins de 18 ans furent-elles adoptées sans soulever d'objections de principe par l'unanimité des délégués présents à la Conférence de Genève, sauf deux abstentions.

La Convention de Gènes excluant les enfants de moins de 14 ans du travail à bord des navires n'avait fait qu'étendre à la navigation les prescriptions de notre loi sur le travail des femmes et des enfants ; d'autre part, elle consacrait l'usage établi depuis longtemps dans nos ports qui écartait de tout enrôlement les enfants n'ayant pas atteint l'âge requis pour être admis au travail dans les industries ordinaires.

Les deux nouvelles Conventions n'apportent de même aucune modification à nos usages maritimes. En fait, les jeunes gens de moins de 18 ans sont généralement exclus de l'enrôlement pour le service des soutes et des chaufferies et, d'autre part, la visite médicale périodique de tout marin s'est imposée comme règle depuis bon nombre d'années déjà.

Le Gouvernement se propose néanmoins de reporter dans notre législation nationale maritime les prescriptions de ces deux Conventions.

Il a, en effet, conformément à une recommandation adoptée par la Conférence internationale de Gènes et tendant à voir dans tous les États fixer législativement le statut contractuel du marin, mis sur pied un projet de loi sur le contrat d'engagement maritime. C'est par cette loi que les diverses limites d'âge d'admission au travail à bord et l'obligation de la visite médicale seront édictées au point de vue national.

Il est à noter qu'une résolution expresse adoptée par la Conférence de Genève a explicitement exclu de l'application de ces Conventions la pêche maritime.

D'autre part, outre l'exclusion des navires de guerre, commune aux deux Conventions, celle relative à l'âge de 18 ans porte dérogation à ces prescriptions en faveur des jeunes apprentis des navires-écoles, et la Convention relative à la visite médicale en dispense les enfants formant avec leur famille l'équipage d'un navire.

Enfin, chacune d'elles permet de déroger aux règles prescrites en cas d'impossibilité momentanée d'y obéir : dispense de l'âge requis pour les soutiers et

chauffeurs si l'équipage ne peut être autrement recruté, moyennant l'obligation d'embarquer deux jeunes gens de 10 ans au moins en place d'un soutier ou chauffeur; dispense de la visite médicale si celle-ci doit nécessairement retarder le départ du navire, mais avec obligation d'y faire procéder au premier port d'escale.

Outre les indications données par l'Exposé des motifs du projet de loi au sujet de la ratification de ces Conventions par les États étrangers, il est sans doute intéressant de signaler ici les mesures prises par eux jusqu'à ce jour pour y conformer leur législation nationale.

Quant à la Convention fixant l'âge d'admission au travail des soutiers et chauffeurs :

Le Danemark en a repris les principes dans sa loi de 1923 sur le travail des marins;

La Grande-Bretagne, par un amendement au « Merchant Shipping act » du 31 juillet 1923, a fait de même;

La Hongrie, par une loi du 4 mars 1923;

Le Japon, par une loi du 23 mars 1923;

La Suède, par sa loi du 27 février 1923 amendant sa loi maritime du 15 juin 1922, ont adopté les mêmes principes.

L'Allemagne et le Canada ont arrêté les termes des projets de loi qui donneront nationalement effet à ces Conventions.

Quant à la Convention relative à la visite médicale, ses prescriptions ont été consacrées dans les législations nationales :

En Italie, par un décret du 8 février 1923;

Au Japon, par la loi du 23 mars 1923 rapportée ci-dessus;

En Pologne, par la loi du 2 juillet 1924;

En Bulgarie, par la loi du 20 juin 1924;

En Grande-Bretagne, par la loi du 31 juillet 1923 rapportée ci-dessus;

En Hongrie, par la loi du 4 mars 1923, rapportée ci-dessus;

D'autre part, l'Esthonie, la Lettonie, la Roumanie, le Canada et la France ont élaboré les dispositions légales nécessaires pour inscrire dans leur législation nationale les dispositions de cette Convention.

Les renseignements qui précèdent convaincront, je n'en doute pas, tous nos collègues de l'opportunité de permettre l'adhésion de la Belgique à cette partie de l'Œuvre de l'Organisation Internationale du Travail.

La Section centrale a approuvé le projet de loi à l'unanimité.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1926.

Wetsontwerp tot goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie te Genua betreffende onderscheidenlijk het gebruik van loodwit voor het schilderen, de rechten van vereeniging en coalitie der landbouw-werklieden, den minimum-leeftijd voor de aanneming der jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker en het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat ons voorgelegd is en dat de goedkeuring wegdroeg van de verscheidene Afdeelingen der Kamer, streeft er naar de Regeering te machtigen de drie Overeenkomsten, te Genua, in 1921, door de Internationale Arbeidsconferentie aangenomen, te bekrachtigen.

Het zal niet overbodig zijn hier in het kort de draagwijdte van elke dezer overeenkomsten toe te lichten.

De eerste betreft het gebruik van loodwit in den schilderarbeid; haar doel is :

1^o Het gebruik van loodwit en zwavelzuurlood voor schilderarbeid *binnenshuis* te verbieden. Eene uitzondering wordt nochtans gemaakt, mits bepaalde waarborgen, voor zekere werken binnenshuis, voor welke het gebruik van loodwitverfstoffen door de bevoegde overheid zou noodzakelijk verklaard worden. Men maakt eveneens eene uitzondering voor den decoratie en schilderarbeid en zekere voltooiingswerken;

2^o Het gebruik van loodwit en zwavelzuurlood toe te laten voor schilderarbeid buitenshuis, mits eene regeling getroffen wordt waarvan de voornaamste bestanddeelen zijn : a) het uitsluitelijk gebruik van loodwitverfstoffen onder den vorm van voorbereide kleurstoffen of deeg; b) het voorschrijven van maatregelen om het gevaar van het droog polijsten met puinsteen en afkrabben, alsook het gevaar der aanwending van pulverisatiemiddelen; c) het in toepassing brengen van eene reeks bepalingen betreffende de lichamelijke verzorging van de schilders; d) het medisch opsporen van de gevallen van loodvergiftiging onder de schilders.

(1) Wetsontwerp, n^o 126 (buitengewone zitting, 1925).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Heyman, Melckmans, Dierkens, Boens, Mampaeu en Delvigne.

Deze Overeenkomst werd tot hertoe aangenomen door tien Staten, namelijk : Oostenrijk, Bulgarije, Chili, Spanje, Estland, Letland, Polen, Roumenie, Zweden en Tsjeko-Slowakije.

Bovendien, werd de goedkeuring voorgesteld door de bevoegde Overheid der volgende Staten : Duitschland, Cuba, Denemarken, Frankrijk en Italië.

In België werd, op het bureel van den Senaat, ter vergadering van 31 Juli 1923, een wetsontwerp ingediend betreffende het gebruik van loodwit en andere loodwitstoffen; dit ontwerp werd door deze Vergadering goedgekeurd ter zitting van 23 November 1923. De Kamer heeft het harerzijds ook goedgekeurd.

Deze wet, waarover een aanvullend onderzoek werd voorgeschreven door Minister Moyersoën, komt goed overeen met het ontwerp van Overeenkomst aangenomen te Genua in 1921, en gaat zelfs verder dan de voorschriften van deze Overeenkomst door den verkoop aan particulieren van alle loodinhoudende kleurstoffen te verbieden.

Onder deze voorwaarden, pleit alles ten voordeele van de aanneming der Overeenkomst die ons is voorgelegd.

* * *

De tweede Overeenkomst bekrachtigt het recht van vereeniging en van vergadering der landbouwarbeiders.

Artikel 20 van onze Grondwet kent aan al de Belgen het recht toe zich te vereenigen, en bepaalt dat dit recht niet aan eenigen preventieven maatregel mag onderworpen worden. Voegen wij er bij dat de uitoefening van dit recht enkel beperkt is door de bepalingen van het Strafwetboek (art. 322 tot 326) die slaan op de vereenigingen opgericht met het doel aanslag te plegen op personen of eigendommen.

Mits dit voorbehoud, hebben alle Belgische arbeiders het volle recht zich te vereenigen, welke ook de arbeid weze dien zij verrichten, zoowel de landbouwarbeiders als de nijverheidsarbeiders.

Bovendien, heeft de wet van 24 Mei 1921 op de syndicale vrijheid het uitoefenen van deze grondwettelijke vrijheid geregeld en beschermd. In het eerste artikel zegt zij :

« De vrijheid van vereeniging op elk gebied is gewaarborgd. Niemand kan gedwongen worden van eene vereeniging deel uit maken of daarvan niet deel uit te maken. »

De Overeenkomst die ons is voorgelegd erkent dus slechts een in België bestaanden toestand, en de goedkeuring zal dienvolgens geen enkelen wetgevenden of reglementairen maatregel vergen voor hare uitvoering.

* * *

Door het wetsontwerp worden eveneens twee overeenkomsten van maritiemen aard aan onze goedkeuring onderworpen.

Wij moeten in herinnering brengen, dat de Internationale Arbeidsconferentie, te Genua, in 1920 vergaderd om hoofdzakelijk te beraadslagen over de arbeidsvoorwaarden aan boord van de schepen, den tekst had vastgesteld van de eerste drie overeenkomsten aangenomen tot verbetering van het lot der zeelieden : de eerste had betrekking op de plaatsing van den zeeman, door de tweede werd eene werkloozenvergoeding ingevoerd ten voordeele van de bemanning der schepen die schiphreuk hebben geleden, en door de derde werd een waarborg-

maatregel ingevoerd voor de lichamelijke en moreele gezondheid der jonge zeelieden : zij bepaalde op 14 jaar den minimum leeftijd waarop kinderen tot het werk op de schepen worden toegelaten.

Deze drie Overeenkomsten werden bekrachtigd door onze wet van 6 September 1924, met het voorbehoud dat bij elk van de drie werk gemaakt door de Internationale Conferentie zelf. Er werd namelijk overeengekomen dat de minimumleeftijd van 14 jaar niet zou toegepast worden op de kinderen die varen en werken aan boord van hetzelfde schip als hunne familie, ook niet op de jonge lieden van de schoolschepen, op voorwaarde dat het werk er onderworpen zou zijn aan het toezicht van de openbare overheid.

De beide Overeenkomsten, welke ons thaus worden voorgelegd, komen voor als de aanvulling van de derde Overeenkomst van Genua : ook zij streven naar de bekommering van den jongen zeeman. Bij de eerste Overeenkomst, wordt de minimumleeftijd voor stoker of tremmer op 18 jaar gebracht; bij de tweede wordt het geregeld geneeskundig onderzoek verplichtend gemaakt voor elken zeeman die den leeftijd van 18 jaar niet heeft bereikt.

Het is overbodig deze twee nieuwe regelingen hier te billijken. Het is overbekend hoe uitputtend een lastig werk op zich zelf reeds is, wanneer het in eene oververhitte atmosfeer wordt uitgevoerd en hoe nadeelig het dan wezen zou daartoe jongelieden te verplichten die nog hunne volle lichamelijke ontwikkeling niet hebben bereikt. Zelfs de arbeid der gewone zeelieden, die werkzaam zijn op het dek der schepen, kan nadeelig zijn voor de gezondheid der jongelieden die nog in de groeijaren zijn. Ook werden de bepaling van de leeftijdsgrens voor elken zeeman beneden 18 jaar, die werkzaam is in de kolenhokken en de stedeplaatsen, alsmede het geneeskundig onderzoek, zonder beginsel-bezwaren aangenomen door al de aanwezige leden op de Conferentie van Genua, min twee onthoudingen.

De Overeenkomst van Genua, die het werk aan boord der schepen verbiedt aan de kinderen beneden 14 jaar, is niets anders dan de uitbreiding van onze wet op den vrouwen- en kinderarbeid tot de zeevaart; anderzijds wordt hier het gebruik bekrachtigd, dat sedert lang in onze havens heerscht en waardoor van de aanmonstering worden geweerd de kinderen die den leeftijd niet hebben om aangenomen te worden in onze gewone nijverheidsbedrijven.

De beide nieuwe Overeenkomsten brengen eveneens geene wijziging in onze zeevaartgebruiken. Feitelijk, worden over het algemeen de jongelieden beneden 18 jaar buiten de aanmonstering gesloten voor het werk in de kolenhokken en de stookplaatsen, en het periodisch geneeskundig onderzoek van elken zeeman geldt sedert jaren reeds als regel.

Niettemin is onze Regeering voornemens de bepalingen van deze beide Overeenkomsten in ons Zeevaartwetboek op te nemen.

Zij heeft inderdaad, overeenkomstig eene aanbeveling die door de Internationale Conferentie te Genua aangenomen werd tot wettelijke vaststelling van het contractueel statuut der zeelieden, een wetsontwerp uitgewerkt op het aanmonsteringscontract der zeelieden. Krachtens deze wet, zullen de verscheidene leeftijdsgrenzen ten aanzien van de toelating tot scheepsarbeid alsook het verplichtend geneeskundig onderzoek, in nationaal opzicht, voorgeschreven worden.

Er dient aangestipt te worden, dat eene bijzondere motie, door de Conferentie te Genua aangenomen, op uitdrukkelijke wijze, de zeevisscherij van de toepassing dezer Overeenkomsten uitgesloten heeft.

Buiten de uitsluiting der oorlogsschepen, die aan beide Overeenkomsten gemeen is, maakt anderzijds de uitsluiting betreffende den leeftijd van 18 jaar inbreuk op deze voorschriften, ten voordeele van de leerjongens der schoolschepen en de Overeenkomst betreffende het geneeskundig onderzoek stelt hiervan vrij de kinderen die met hunne familie de bemanning van een schip uitmaken.

Ten slotte, laat elke conventie afwijking van de voorgeschreven regelen toe ingeval het tijdelijk onmogelijk is er aan te gehoorzamen : vrijstelling wat betreft den vereischten leeftijd voor de tremmers en stokers zoo de bemanning niet op andere wijze kan aangemonsterd worden, mits verplichting twee jongelieden van 16 jaar ten minste aan boord te nemen in de plaats van een tremmer of stoker; vrijstelling van het geneeskundig onderzoek, zoo dit noodzakelijkerwijs het vertrek van het schip moet vertragen, doch met verplichting dit onderzoek te laten plaatsgrijpen in de eerste aanleghaven.

Buiten de inlichtingen vermeld in de Memorie van Toelichting betreffende het wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomsten door de buitenlandsche Staten, is het zonder twijfel belangwekkend, hier de maatregelen te vermelden die tot nu toe door deze Staten genomen zijn om hunne nationale wetgeving met deze conventies te doen overeenkomen.

Wat betreft de Overeenkomst tot vaststelling van den leeftijd waarop de werklieden tot den arbeid van tremmer en stoker toegelaten worden :

Denemarken heeft de principen er van opgenomen in zijne wet van 1923 op den arbeid der zeelieden;

Groot-Brittannië deed hetzelfde bij amendement op de « Merchant Shipping Act » van 31 Juli 1925;

Hongarije, bij wet van 4 Maart 1925;

Japan, bij wet van 23 Maart 1923;

Zweden bij wet van 27 Februari 1925, tot wijziging van zijne zeevaartwet van 15 Juni 1922, hebben dezelfde beginselen aangenomen;

Duitschland en Canada hebben den tekst vastgesteld der wetsontwerpen die in beide landen deze Overeenkomsten van kracht zullen maken.

Wat betreft de Overeenkomst in zake het geneeskundig bezoek, werden de voorschriften daarvan bekrachtigd door de wetgeving van de volgende landen :

In Italië, door een decreet van 8 Februari 1923;

In Japan, door de wet van 23 Maart 1923, hooger genoemd;

In Polen, door de wet van 2 Juli 1924;

In Bulgarije, door de wet van 20 Juni 1924;

In Engeland, door de wet van 31 Juli 1925, hooger genoemd;

In Hongarije, door de wet van 4 Maart 1925, hooger genoemd.

Anderzijds, hebben Estland, Letland, Roumenië, Canada en Frankrijk de noodige wettelijke schikkingen getroffen om in de wetgeving van het land de bepalingen van deze overeenkomst in te lassen.

De voorgaande inlichtingen zullen, ik twijfel er niet aan, al onze collegas overtuigen van de noodzakelijkheid België toe te laten zich aan te sluiten bij dit gedeelte van het werk der Internationale Arbeidsconferentie.

Eenparig heeft de Middenafdeeling het wetsontwerp goedgekeurd.

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.